

Yousfi n'a pas convaincu à In Salah

La révolte anti-gaz de schiste ne faiblit pas



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3457 - Ven. 9 - Sam. 10 janvier 2015 - Prix : 10 DA

Tlemcen

Plus de seize quintaux de kif traité saisis

Page 24



Audit d'Air Algérie

De nouvelles mesures préconisées

Page 2

Surtout ne pas tuer une deuxième fois Charlie Hebdo

Par Mohamed Habili

La tuerie de Charlie Hebdo n'est pas un acte terroriste comme un autre. Il est en particulier différent de tous ceux qui ont frappé la France et Paris dans le passé. Ce n'est pas pour rien que ce pays se sent touché au cœur, et qu'il est en deuil. Cet attentat est le premier qui s'en prenne directement à une liberté fondamentale en la ciblant dans l'une de ses incarnations les plus abouties : Charlie Hebdo. Cet hebdomadaire certes n'est pas plus libre que les autres journaux en France, et ailleurs dans le monde, mais son style satirique, anarchiste, et provocateur, mais qui cependant ne s'avilit jamais dans la diffamation et l'attaque à la personne, en fait un journal à part dans le paysage médiatique, non pas seulement français d'ailleurs mais mondial. Sa lecture est amusante, stimulante, instructive. C'est tout cela que les terroristes ont voulu tuer en une seule descente dans ses locaux. Une fois le forfait accompli, ils ont tenu à ce que le monde le sache : «On a tué Charlie Hebdo !», ont-ils crié, en pleine rue, avant de s'engouffrer dans leur véhicule et de disparaître. En Algérie, cet attentat n'est pas sans rappeler celui commis en 1994 contre l'Hebdo Libéré et qui s'était soldé par trois morts. Les frères Kouachi ne sont pas tant venus exécuter des personnes que mettre à mort un journal.

Suite en page 3

Prises d'otages à Paris suite à l'attentat contre Charlie Hebdo

Deuil, angoisse et mobilisation en France

Deux opérations policières ont été déclenchées hier contre des prises d'otages. L'une en Seine-et-Marne, impliquant les suspects de cette attaque, l'autre porte de Vincennes, impliquant le tireur de Montrouge. Lire page 3



Ph: D. R.

La domiciliation des transactions à l'international sous l'œil de Laksaci

La Banque d'Algérie recadre les établissements financiers

Page 4



Spectacle de «Shakespeare Globe Theatre» à Alger

Forte affluence du public

Page 13

Yousfi n'a pas convaincu à In Salah

La révolte anti-gaz de schiste ne faiblit pas

■ Pour rassurer la population et renouer le dialogue avec les protestataires, Youcef Yousfi s'est rendu jeudi après-midi à In Salah. Le déplacement du ministre de l'Energie vient après l'échec des efforts visant à calmer les habitants. Lors de cette rencontre avec les représentants des protestataires, le ministre a tenté, en vain, de convaincre les opposants en soutenant que l'extraction ne comportait aucun danger.

Par Meriem Benchaouia

Dixième jours après l'explosion de la révolte contre l'extraction du gaz de schiste à In

Briqueterie d'Amizour Les travailleurs exigent salaires et réouverture de l'unité

LES TRAVAILLEURS de la briqueterie Soummam d'Amizour (Sarl-NBS) ont observé, jeudi dernier, un rassemblement devant le siège de l'APC de la municipalité pour protester contre la fermeture «illégitime» de leur entreprise depuis plus de six mois et leur mise à la porte sans aucun dédommagement contrairement à ce que stipule la loi. Les travailleurs accusent le propriétaire d'avoir liquidé l'entreprise «en violation de la législation du travail». Selon eux, «aucune fermeture n'est autorisée sans dépôt préalable de bilan et sans consultation du partenaire social». Pire encore, l'APC avait délivré à ce dernier une autorisation lui permettant l'extension de son entreprise et la modernisation des équipements et un accord avait été signé, dans ce sens, en date du 12 octobre 2012, avec le partenaire social pour le «serrage de ceinture» pendant trois ans afin de relancer l'activité et permettre la sauvegarde des emplois. Mais il «n'a pas respecté ses engagements», selon les déclarations antérieures des syndicalistes de cette entreprise. Pour rappel, les quelques 45 travailleurs de la briqueterie, qui sont également privés de salaires, avaient observé plusieurs actions de protestation, dont un rassemblement en novembre dernier devant le siège de la wilaya. Rassemblement qui avait été soutenu par des partis politiques comme le MDS, le PST... et le comité de solidarité aux travailleurs licenciés. Une délégation des travailleurs de cette entreprise avait été reçue par le wali et le président de l'APW qui avaient cherché à comprendre l'affaire et tenter de désamorcer la crise. Un dossier sur cette affaire avait été remis aux deux responsables. «Nous avons organisé ce rassemblement pour demander la réouverture de l'usine et son maintien comme promis par son responsable qui n'a pas tenu ses propres engagements qui consistent à pérenniser cette unité et ce, en décidant d'une manière unilatérale sa fermeture», nous déclarait antérieurement Abdeslam Boudrahem, employé dans cette unité. «Le patron n'a pas voulu investir un centime depuis trois ans», nous disait pour sa part M. Youbi, responsable de l'union locale (Ugta) d'Amizour il y a quelques semaines.

Hocine Cherfa

Salah, la mobilisation ne faiblit pas. Rien ne semble altérer leur détermination à faire valoir cette revendication, quitte à bloquer les zones pétrolières et fermer les importants axes routiers menant de et vers Tamanrasset. Pour rassurer la population et renouer le dialogue avec les protestataires, Youcef Yousfi s'est rendu jeudi après-midi à In Salah. Le déplacement du ministre de l'Energie vient après l'échec des efforts visant à calmer les habitants. Lors de cette rencontre avec les représentants des protestataires, le ministre, a tenté, en vain, de convaincre des opposants en soutenant que celle-ci ne comportait aucun danger. S'exprimant devant des représentants des protestataires contre l'exploitation du gaz de schiste dans la région, le ministre a appelé les représentants des protestataires à faire preuve de sagesse et à s'assurer des résultats de l'exploitation du gaz de schiste, même s'il faut pour cela, a-t-il dit, dépêcher un groupe de protestataires, en compagnie d'experts, à l'étranger, pour en avoir le cœur net, et que dans le cas contraire, il sera procédé à l'arrêt de l'exploitation du gaz de schiste dans la région. Yousfi n'a pas manqué de souligner, lors de cette rencontre tenue à l'hôtel Tidikelt en présence de notables et d'élus de la région, que les nouvelles techniques utilisées permettent une extraction «sans danger» de ce type de gaz et que «l'Algérie se devait de diversifier ses sources d'énergie». Le Sud algérien renferme de «grandes quantités» de



Ph/DR

gaz de schiste qui de plus est «d'une des meilleures qualités», a affirmé le ministre, ajoutant toutefois que les coûts de son extraction ne sont pas encore connus, car «nous sommes en phase d'évaluation». «Même s'il faut analyser chaque semaine, Sonatrach est là. Et, s'il y a des dangers sur la santé, on arrêtera le projet», s'est-il engagé, en affirmant : «On veut du bien au pays». Les participants, dont certains brandissaient des pancartes sur lesquelles était inscrit :

«Non au gaz de schiste», «Non à l'assassinat des habitants d'In Salah» ou encore «Non à l'extermination du Sud algérien», ne semblent pas lâcher prise et promettent d'organiser de nouvelles protestations pour aujourd'hui. Pour rappel, le mouvement de protestation contre «l'exploitation du gaz de schiste» avait été enclenché le 1^{er} de ce mois de janvier à In-Salah et a été ponctué par un blocage de la RN-01 sur le tronçon reliant cette ville à El-Menea (Ghardaïa). Installés

depuis le début des manifestations dans des tentes plantées devant le siège de la daïra d'In Salah, à environ 700 km au nord du chef-lieu de wilaya de Tamanrasset, les militants anti-gaz de schiste maintiennent toujours leur revendication d'arrêter immédiatement toutes les opérations liées à son exploitation. Aussi, il n'est pas exclu, selon les manifestants, que cette mobilisation se propage dans d'autres localités environnantes.

M. B.

Audit d'Air Algérie

De nouvelles mesures préconisées

Le ministre des Transports, Amar Ghoul, a affirmé, jeudi à Alger, lors d'une séance consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), que «de nouvelles mesures ont été préconisées dans le cadre de l'audit effectué au niveau de la compagnie aérienne nationale Air Algérie et qui seront examinées prochainement lors d'un Conseil interministériel». Dans le même contexte, le ministre a indiqué que le dossier de cet audit se trouve au niveau du Premier ministre et il sera examiné par le Conseil interministériel qui décidera de «mesures strictes» à tous les niveaux de la compagnie aérienne. Selon Amar Ghoul, l'audit avait touché le volet recrutement au sein de la compagnie au niveau national et dans ses bureaux à l'étranger afin d'améliorer les services offerts par Air Algérie. En outre, il a ajouté que la direction de la compagnie avait reçu des «directives strictes» du ministère à l'effet de procéder à une évaluation annuelle qui sera soumise à la direction générale de l'Aviation civile pour le suivi de toutes les opérations de recrutement. L'objectif de ces mesures est de garantir la transparence dans le cadre de l'égalité des chances de recrutement. A une question sur le recrutement de personnes de nationalités étrangères dans les bureaux d'Air Algérie à l'étranger, le

ministre a affirmé que les Algériens établis à l'étranger ont la priorité d'occuper ces postes afin d'améliorer le rendement et résoudre le problème de la langue chez bon nombre de nationaux établis à l'étranger au niveau des bureaux de la compagnie. Dans le cadre du même audit, les compagnies étrangères qui activent en Algérie devront utiliser la langue nationale, précisant que l'opération n'a pas touché uniquement la compagnie aérienne nationale mais également tous les établissements et les infrastructures aéroportuaires. Par ailleurs et concernant la sécurité, le ministre a indiqué qu'un projet de loi sur l'aviation civile se trouve actuellement au niveau de la Commission des transports de l'Assemblée populaire nationale. Cependant, il prévoit des mesures pour le renforcement des mesures de sécurité conformément aux règlements de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Poursuivant ses propos, le ministre a indiqué que les nouvelles mesures toucheront tous les intervenants de l'activité de l'aviation en Algérie, que ce soit Air Algérie ou les entreprises de gestion aéroportuaires, rappelant que la compagnie publique avait obtenu en novembre dernier un brevet international de sécurité. M. Ghoul a également annoncé la création d'un nouvel organisme de contrôle et d'audit qui superviserait l'opération de contrôle et le suivi conti-



Ph/Mehdi B.J.-A.

nu de la flotte au niveau de tous les aéroports et ce, dans le cadre du projet de loi.

Sarah Harchaou/APS

- Prises d'otages à Paris suite à l'attentat contre *Charlie Hebdo* -

Deuil, angoisse et mobilisation en France

■ Deux opérations policières ont été déclenchées hier contre des prises d'otages. L'une en Seine-et-Marne, impliquant les suspects de cette attaque et l'autre, porte de Vincennes, implique le tireur de Montrouge.

Par Yazid Madi

Angoisse, consternation, et mobilisation à Paris, la capitale française au lendemain de l'attentat contre le journal hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, qui a fait 12 morts mercredi et plongé le pays dans l'horreur. Hier, deux opérations policières ont été déclenchées contre des prises d'otages. L'une en Seine-et-Marne, impliquant les suspects de cette attaque et l'autre, porte de Vincennes, implique le tireur de Montrouge. Cet attentat, fermement condamné à travers le monde, a suscité de la panique en France où la chasse à l'homme déclenchée contre les auteurs de ce crime abject a donné lieu hier à une fusillade qui a éclaté vers 13 heures à Porte de Vincennes, à Paris.

Au moins deux personnes ont été tuées dans cette fusillade dans une épicerie où cinq personnes au moins sont toujours retenues en otages.

«Il y a au moins deux morts, peut-être plus mais pour l'instant on ne sait pas», a affirmé cette source citée par l'AFP. Les autorités soupçonnent le preneur d'otages d'être l'homme déjà suspecté d'avoir abattu une policière la veille au sud de Paris. Selon des sources policières, une «connexion» a été établie entre cet homme et les deux hommes accusés d'être à l'origine de l'attaque de mercredi à Paris contre le journal français *Charlie Hebdo* qui a fait 12 morts.

Le tireur de Montrouge, qui avait été identifié un peu plus tôt dans la matinée, est suspecté d'être impliqué dans cette affaire. Selon une source policière, un lien a été établi entre le tireur de Montrouge et les frères Kouachi, soupçonnés d'être les auteurs de la tuerie de *Charlie Hebdo* qui sont cernés par les forces de l'ordre en Seine-et-Marne. Cet homme avait



été condamné pour le projet d'évasion d'un autre djihadiste présumé, Smaïn Ait Ali Belkacem, en 2010, dossier dans lequel Chérif Kouachi avait été mis en examen avant de bénéficier d'un non-lieu. Smaïn Ait Ali Belkacem a été condamné en novembre 2002 à une peine de prison à perpétuité pour sa participation à l'attentat de la station RER Musée d'Orsay, en octobre 1995. Le Premier ministre Manuel Valls a de son côté déclaré sur la radio RTL que les auteurs de l'attaque «étaient sans doute suivis» par les services de police et de justice, mais qu'il n'existe «pas de risque zéro». Il a pointé la «difficulté» causée à la police par «le nombre d'individus qui représentent un danger». La police française a publié les photos de deux frères soupçonnés d'être les auteurs de l'attaque et faisant l'objet de «mandats de recherche», Chérif et Saïd Kouachi, 32 et 34 ans, et elle a lancé un appel à témoins. Au moment où nous mettons sous presse, l'encerclement autour des deux lieux de prise d'otages était toujours en cours, dans l'attente de l'assaut...

Mobilisation massive

Après l'attaque meurtrière qui a visé *Charlie Hebdo*, mercredi, 100 000 personnes seraient descendues dans les rues dans plusieurs

villes de France dans la soirée. Après la minute de silence largement observée jeudi à midi, les appels à la manifestation continuent de s'organiser.

Décalée de samedi à dimanche pour mieux rassembler et laisser plus de temps à la police pour s'organiser, une marche devrait rassembler de nombreuses organisations syndicales et associations.

La présence du Front National à cette marche républicaine reste encore en suspens. Marine Le Pen, qui n'a pas encore reçu d'invitation officielle à rejoindre la marche de la part de Manuel Valls ou François Hollande, a dénoncé cette mise à l'écart comme une «manœuvre politicienne minable». L'un des porte-parole du PS, Olivier Faure, a pourtant jugé jeudi matin qu'il ne fallait «exclure personne». Par ailleurs, des manifestations de soutien, des marches pacifiques aux quatre coins de la planète ont été organisés pour dénoncer l'attentat horrible ayant ciblé le journal *Charlie Hebdo* qui a coûté la vie à 12 personnes, dont un policier.

Y. M.

Réactions et condamnations

Bouteflika condamne vigoureusement

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a condamné «vigoureusement» l'attaque terroriste perpétrée à Paris, en assurant la France «de la constance de l'engagement de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme qui nécessite une mobilisation accrue de toute la communauté internationale». «L'horreur qui a caractérisé cette attaque meurtrière disqualifie totalement ceux qui l'ont commise de toute prétention à s'ériger en défenseurs de quelque cause que ce soit ou en représentants d'une quelconque communauté», a indiqué de son côté le ministère des Affaires étrangères.

Téhéran condamne la violence et le terrorisme

Le président iranien Hassan Rohani a déclaré que l'Iran condamnait «la violence et le terrorisme» que ce soit au Proche-Orient, en Europe ou aux Etats-Unis, ont rapporté vendredi les médias iraniens. «La violence et le terrorisme est condamnable que ce soit dans les pays de la région, en Europe ou aux Etats-Unis», a déclaré le président Rohani 48 heures après l'attaque sanglante à Paris contre le journal français *Charlie Hebdo*. «Ceux qui, injustement au nom du jihad, de la religion et de l'islam, assassinent et mènent des actions violentes et extrémistes, provoquent l'islamophobie qu'ils le veulent ou non», a dit le président iranien.

Yazid Madi/Agence

France : Attentat contre *Charlie Hebdo* : Saisissant, choquant et révoltant

La civilisation face à la barbarie

Le monde, celui de la culture et des arts surtout, est aujourd'hui en deuil. Des victimes innocentes sont tombées à la suite d'une attaque terroriste visant le journal *Charlie Hebdo*. Parmi elles, les géniaux dessinateurs engagés Cabu, Charb, Wolinski et Tignous. L'aura et le talent des disparus de *Charlie* ne peuvent qu'augmenter et amplifier cette compassion, cette solidarité internationale, cette consternation face à un acte barbare et cette vague d'indignation et de protestation. De notre Président Bouteflika, de

Barack Obama à Vladimir Poutine, en passant par Angela Merkel et David Cameron, les dirigeants du monde entier ont réagi pour condamner l'attentat au siège de *Charlie Hebdo* qui a fait 12 morts, tout en appelant à poursuivre la lutte contre le «terrorisme». Autant de voix pour dénoncer un fanatisme qui conduit à l'horreur, à une dynamique de la violence et de la terreur. De même, des crayons se taillent pour combattre l'intégrisme et la bêtise humaine. Pour nous musulmans, que de supposés coreligionnaires

soient effectivement impliqués ou non dans ce crime, cette abomination est une énième et même ultime interpellation, mettant l'accent sur l'absolue urgence de clarifier nos valeurs, sortir de la confusion que l'on entretient à dessein et à tort. On doit prouver concrètement que notre foi cultive un humanisme intégral, l'islam étant d'abord spirituel. Ce sera le meilleur des hommages à rendre aux victimes d'aujourd'hui, l'hommage digne de ces si magnifiques artistes fauchés par la bêtise humaine.

Dalila Ziani

Journalistes tunisiens enlevés en Libye

Des centaines de manifestants rassemblés à Tunis

Environ 300 personnes ont manifesté, vendredi à Tunis, après des informations contradictoires sur le sort de deux journalistes tunisiens, enlevés par des hommes armés depuis plus de quatre mois dans l'est de la Libye, rapportent des médias. «Nous sommes tous Sofiene, nous sommes tous Nadhir», proclamaient des pancartes brandies par les manifestants, en majorité de jeunes journalistes, en

référence aux journalistes Sofiene Chourabi et Nadhir Ktari. Dans un communiqué publié jeudi, la branche libyenne de l'organisation auto-proclamée Etat islamique (EI, Daech) a annoncé avoir exécuté les deux journalistes, une information qui n'a toujours pas été confirmée de source officielle. «L'information n'a toujours pas été confirmée. Nous demandons aux autorités tunisiennes de faire leur devoir, au

moins en dévoilant la vérité», a lancé le président du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), Néji Bghouri. Le père de l'un des journalistes, Sami Ktari, a de son côté demandé aux autorités tunisiennes «de prendre ce sujet au sérieux». Le président Béji Caïd Essebsi a reçu vendredi les familles des deux jeunes hommes mais n'a pas encore réagi publiquement à l'annonce.

Hani Y.

LA QUESTION DU JOUR

Surtout ne pas tuer une deuxième fois Charlie Hebdo

Suite de la page une

Is gagneraient sur toute la ligne si celui-ci venait effectivement à disparaître. Or, avec le terrorisme, il n'y a pas qu'une seule façon de perdre, mais deux : soit on se laisse terroriser par lui, soit on lui déclare une guerre véritable, avec les conséquences négatives que cet état implique sur les libertés fondamentales. On n'entre pas en guerre sans que celles-ci s'en trouvent remises en cause, soit partiellement soit totalement. Les atteintes à la sphère privée aux Etats-Unis à travers le Patriot Act, suite aux attentats du 11-Septembre, Al-Qaïda peut à bon droit le revendiquer comme un gage de succès. Ben Laden est mort mais pas le Patriot Act. Les citoyens américains sont surveillés aujourd'hui encore par leurs services de renseignement comme si chacun d'entre eux représentait un grand danger pour ses compatriotes. Les Etats-Unis n'auront gagné la guerre contre le terrorisme que le jour où ils rétabliront les libertés dans leur plénitude. Si les journalistes et travailleurs de *Charlie Hebdo* se l'étaient tenu pour dit dès le premier attentat contre leur journal en novembre 2011, ils seraient personnellement vivants à l'heure qu'il est, mais leur journal serait mort depuis longtemps. Comme ils ne voulaient pas céder au chantage terroriste, ils ont continué à exercer leur liberté d'expression comme ils l'avaient toujours fait, et le prix en a été l'horreur que l'on sait. Mais si demain, un consensus se dégageait au sein de la classe politique française pour tout subordonner à la lutte antiterroriste, cela voudrait dire qu'ils sont finalement morts pour rien, puisque l'esprit de résistance qui les a animés n'aura pas été l'exemple suivi par leur pays. Pareillement si demain les musulmans dans leur ensemble sont désignés sans autre forme de procès comme l'ennemi intérieur, la cinquième colonne comme comment à dire certains commentateurs, dans une optique d'extrême droite plus ou moins assumée. Ce serait comme tuer une deuxième fois les victimes de l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Si elle veut rester elle-même, la France n'a finalement d'autre choix que de faire face à la menace terroriste comme elle l'a toujours fait, c'est-à-dire en faisant effort sur elle-même pour ne lui céder d'aucune façon.

M. H.

La domiciliation des transactions à l'international sous l'œil de Laksaci

La Banque d'Algérie recadre les établissements financiers

■ La Banque d'Algérie a décidé de tenir à l'œil les transactions commerciales opérées à l'international, particulièrement les opérations d'importation à risque, par les banques et autres établissements financiers en renforçant les «missions de contrôle» sur la «vérification des dossiers de domiciliation des transactions courantes avec l'étranger». C'est ce qu'il ressort, en tout cas, de la réunion du gouverneur de la Banque d'Algérie avec la communauté bancaire, tenue jeudi à Alger.

Par Lynda N.B.

Régissant à la conjoncture économique actuelle, Mohamed Laksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), dans une réunion avec la communauté bancaire, a enjoint l'ensemble des banquiers, publics et privés, activant sur le territoire national de se soumettre strictement au respect de leurs obligations pour les opérations de commerce extérieur et de change, afin de maintenir la stabilité financière de l'Algérie face à «l'acuité probable du choc externe en 2015». «Il est attendu des banques le strict respect de leurs obligations, en tant qu'intermé-

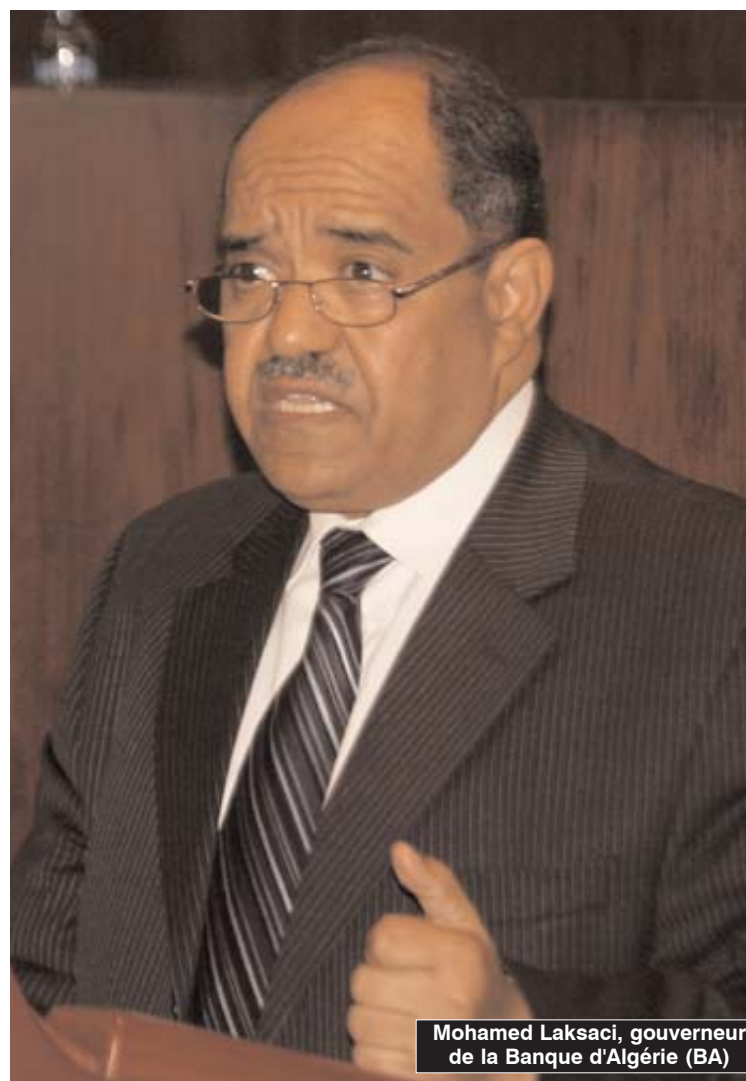
diaires agréés, au titre des opérations de commerce extérieur et de change, dans le cadre de la convertibilité courante du dinar», a-t-il martelé. Pour ce faire et pour «contenir les risques liés à l'implication des banques dans le financement des importations dès 2015, afin de contribuer à préserver un niveau approprié de stabilité financière en Algérie face à un environnement économique mondial porteur de risques à la hausse», le premier banquier du pays fera part du renforcement du contrôle des changes sur pièces et sur place. La Banque centrale veillera au respect par les banques du nouveau ratio engagements par signature rapportés aux fonds propres.

Aussi, M. Laksaci indiquera qu'au cours de cette année 2015, la Banque d'Algérie va «accentuer la cadence des missions de contrôle» sur place auprès des banques et intermédiaires agréés, dédiées à la «vérification des dossiers de domiciliation des transactions courantes avec l'étranger». En outre, a-t-il encore avancé, un accent particulier sera mis sur «les activités et les opérations d'importation à risque», c'est-à-dire celles réalisées à partir de certains pays dont les systèmes fiscal, douanier et anti-blanchiment sont notoirement réputés pour leur laxisme et tolérance. Plus encore, la Banque d'Algérie procédera à une «évaluation approfondie» des dispositifs de contrôle interne des banques et inter-

médiaires agréés en vue de s'assurer de la conformité de leurs procédures internes en matière de traitement des opérations aux prescriptions réglementaires en vigueur, de la mise en place d'un cadre organisationnel adapté et de la disponibilité des moyens humains et matériels leur permettant d'assurer, dans les meilleures conditions, la réalisation des opérations.

Grâce aux «185 milliards de dollars de réserves de change, l'Algérie peut faire face au choc»

Par ailleurs, abordant les récentes évolutions intervenues sur les marchés mondiaux du pétrole, M. Laksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie, soulignera qu'à l'instar des autres pays exportateurs de pétrole, l'Algérie subit le choc que connaissent les prix du baril à travers ses effets sur la balance des paiements et les finances publiques. Néanmoins, il fera observer que l'impact du choc sur la balance des paiements et les finances publiques de l'Algérie a été atténué au 3^e trimestre 2014, rappelant que le prix moyen du baril de pétrole avait été de 106,65 dollars sur les trois premiers trimestres de la même année. Outre la solidité de la position financière extérieure nette confortée par l'encours historiquement bas de la dette extérieure évalué à 3,666 milliards de dol-



Mohamed Laksaci, gouverneur de la Banque d'Algérie (BA)

lars à fin septembre 2014, à laquelle s'ajoute le très faible endettement en devises des entreprises du secteur des hydrocarbures et des banques, les 185,273 milliards de dollars

des réserves de change, atteint à fin septembre 2014, restera adéquat pour permettre à l'Algérie de faire face au choc externe, a estimé le premier responsable de la Banque d'Algérie. L.N.B./APS

Accidents de la route 828 morts dans les milieux urbains en 2014

828 PERSONNES ont trouvé la mort et 20 717 autres ont été blessées dans 17 383 accidents de la route survenus dans le milieu urbain à travers le pays en 2014, selon un bilan présenté jeudi par Aissa Naili, contrôleur de police, directeur de la sécurité publique à la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Le nombre de morts dans les accidents de la route a légèrement augmenté par rapport à l'année 2013 qui avait enregistré 792 morts, a indiqué M. Naili lors d'une conférence de presse, à l'occasion de la réunion nationale des chefs de sûreté de wilaya. Les services de sécurité ont enregistré, selon le même responsable, 5 572 interventions en matière d'atteinte à l'ordre public et procédé à l'arrestation de 1 428 personnes.

70 morts et 622 blessés en une semaine

70 personnes sont décédées et 622 autres ont été blessées dans 344 accidents de la route, survenus entre le 30 décembre 2014 et le 5 janvier en cours, à travers le territoire national, a-t-on appris jeudi auprès des services de la Gendarmerie nationale. Alger vient en première position concernant le nombre d'accidents avec 23 sinistres, suivie de Djelfa (20), Médéa et Biskra (17) et Relizane (15). Ces accidents sont principalement du fait des conducteurs (78,20%) et l'état des routes (9,59%). Les piétons sont responsables à 6,98% dans ces accidents, fait ressortir le bilan de la Gendarmerie nationale.

Dalil T.

Un communiqué et ... des inquiétudes

A cette occasion, les instructions données par le chef de

Chute des prix du pétrole

Le difficile exercice de Laksaci

Loin de céder à l'alarmisme du fait du maintien à la baisse du prix du baril de pétrole, le discours officiel développé ces derniers jours se veut rassurant. Mieux encore, il se veut convaincant quant aux capacités de l'Algérie à faire face à un éventuel choc dû aux retombées de la chute des cours du pétrole. Nous sommes loin, en effet, des inquiétudes suscitées par la teneur du communiqué publié le 23 décembre dernier suite à la tenue, sous la présidence du chef de l'Etat, d'un conseil restreint consacré aux développements enregistrés par le marché pétrolier international et leurs retombées sur la démarche économique et sociale du pays.

L'Etat ont laissé à penser que les Algériens devaient se préparer à une période difficile. Il est vrai aussi que le manque à gagner depuis la chute des prix s'élève à plusieurs milliards de dollars. Le président de la République avait reconnu que «la crise actuelle des prix du pétrole est sévère, avec des perspectives imprévisibles à court terme». Aussi, il avait chargé le gouvernement d'«en assurer un suivi permanent et d'examiner, trimestriellement, sous la direction du Premier ministre, toute adaptation qui s'avérerait nécessaire dans la gestion économique et budgétaire». Il avait également demandé au gouvernement de «s'atteler à la rationalisation de la dépense publique, notamment au niveau du budget de fonctionnement», et de «veiller à la rationalisation des importations et au renforcement du contrôle des opérations de financement du

commerce extérieur, pour prévenir toutes formes d'évasion de capitaux» en vue de préserver la balance des paiements du pays. Il n'en fallait pas plus pour le citoyen lambda pour imaginer le pire et croire que l'Algérie allait connaître une sévère crise et même être en cessation de paiement. Le fait que le chef de l'Etat souligne que face à cette inquiétante crise, «l'Algérie dispose d'une certaine marge de manœuvre résultant d'un désendettement public anticipé quasiment total, des réserves de change constituées, ainsi que de l'épargne publique accumulée au niveau du Fonds de régulation des recettes» a été passé sous silence par certains médias. Il est à relever que le Président Bouteflika a chargé le gouvernement de tenir l'opinion nationale informée des réalités et des enjeux de la crise actuelle des prix du pétrole. L'objectif recher-

ché étant, entre autres, de «rassurer la population».

Changement de communication

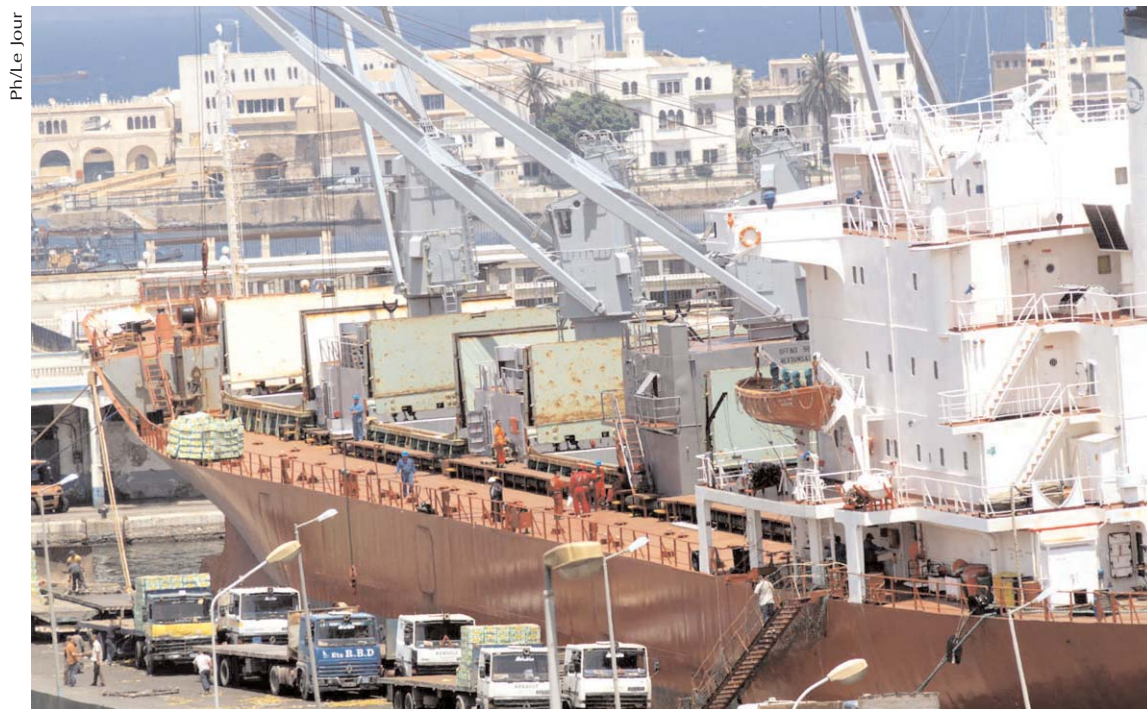
Cette mauvaise (?) interprétation du communiqué explique, pour certains, le changement de communication opéré. Depuis, on n'évoque plus de manière aussi directe les conséquences de la persistance de la tendance à la baisse des cours du baril de pétrole. Chiffres à l'appui, on tend à rassurer l'opinion publique nationale sur les moyens de faire face à la crise. L'entretien accordé par le Premier ministre à l'APS mardi dernier obéit, à ne pas en douter, à cette stratégie de communication. Cet exercice a été suivi ce jeudi par le gouverneur de la Banque d'Algérie.

Maria Fouyal

Commerce extérieur

Les exportations en hausse

■ Le commerce extérieur a enregistré, au cours des onze premiers mois 2014, un volume des importations estimé à 52,908 milliards de dollar (USD), soit une hausse de 5,39% par rapport aux résultats des onze premiers mois 2013, et un volume global des exportations évalué à 59,838 milliards, soit une légère hausse de 1,39% par rapport aux résultats des onze premiers mois 2013.



Par Magda Malek

Durant cette période, la balance commerciale a enregistré un excédent de 6,93 milliards USD contre 8,81 milliards USD pour la même période 2013, soit une baisse relativement importante de l'ordre de 21,37%. Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les

exportations de 113% contre 118% durant la même période précédente. La structure des échanges extérieurs révèle, quant à elle, que les importations se sont élevées, au cours des onze premiers mois 2014 à 52,908 milliards USD, soit une hausse de 5,39% par rapport à la même période 2013. Leur répartition par groupes de produits fait

ressortir des augmentations pour les biens alimentaires (+16,93%), et les biens d'équipements (+16,47%) et des diminutions pour les biens destinés à l'outil de production (-3,06%) et les biens de consommation non alimentaires (-7,70%). L'examen des principaux produits par groupes de produits fait ressortir que les biens d'équipements qui

représentent plus de 33% des importations sont constitués essentiellement des véhicules de transport de personnes et de marchandises, des appareils électriques pour la téléphonie, des turboréacteurs turbopropulseurs, boteurs bulldozers et appareils récepteurs de télévision ; que les biens destinés au fonctionnement de l'outil de production (ceux-ci représentent plus de 29% des importations) sont constitués essentiellement des barres en fer ou en acier, le bois, ainsi que des huiles de pétrole et des huiles destinées à l'industrie alimentaire. Pour le groupe des biens alimentaires, celui-ci vient en troisième position dans la structure des importations avec une quote-part de 19,41% et un volume de 10,27 milliards USD. Par rapport aux onze premiers mois 2013, ce groupe enregistre une hausse de 16,93%. Pour le groupe des biens de consommation non alimentaires, il occupe le dernier rang dans la structure des importations réalisées durant les onze premiers mois 2014 avec 9,43 milliards USD, soit une proportion de 17,83% du volume global. Dans la structure des exportations, les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel

des ventes à l'étranger durant les onze premiers mois 2014, avec une part de 95,51% du volume global des exportations, et une baisse de 0,05% par rapport à la même période 2013. Quant aux exportations hors hydrocarbures, celles-ci demeurent toujours marginales, avec seulement 4,17% du volume global des exportations, soit une valeur de 2,05 milliards USD. Elles ont enregistré une hausse de 31,79% par rapport aux onze premiers mois 2013. Les principaux produits hors hydrocarbures exportés sont constitués essentiellement par le groupe demi-produits qui représente une part de 3,50% du volume global des exportations, soit l'équivalent de 1,72 milliard USD. Le groupe biens alimentaires vient en seconde position avec une part de 0,47%, soit 231 millions USD, suivi par le groupe «produits bruts» avec la part de 0,17%, soit en valeur absolue 84 millions USD, le groupe biens d'équipement industriels avec une part de 0,02% et enfin le groupe biens de consommations non alimentaires avec une part de 0,01%. Les importations réalisées au cours des onze premiers mois 2014 ont été financées essentiellement par cash à raison de 54,31%, soit plus de 28,73 milliards de dollars US, enregistrant ainsi une hausse de 7,68% par rapport aux onze premiers mois 2013. Les lignes de crédits ont financé 42,96% du volume global des importations, soit une hausse de 2,83%. Le reste des importations est réalisé par le recours aux comptes de devises propres et aux autres transferts financiers à raison de 2,73%, soit en valeur absolue de 1,445 milliard USD. Durant les onze premiers mois 2014, l'Espagne a été notre principal client avec une part de 14,59% des ventes algériennes à l'étranger, suivie par l'Italie 13,42% et la France 10,15%. Quant aux principaux fournisseurs, la Chine a représenté notre principal fournisseur durant les onze premiers mois 2014 et a expédié 14% de nos importations, suivie par la France (11,12%) et l'Espagne (8,56%).

M. M.

Sonatrach

Vers le recrutement de 8 000 ingénieurs et techniciens

Le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, a annoncé, jeudi à Alger, que la Société nationale des hydrocarbures (Sonatrach) comptait recruter, à partir de 2015, près de 8 000 ingénieurs et techniciens supérieurs, dans le cadre d'un concours national, qui devront suivre auparavant une formation à l'Institut algérien supérieur du pétrole (IAP) dans différentes spécialités du secteur. Le ministre, qui répondait à la question orale d'un membre de l'Assemblée populaire nationale (APN), a indiqué que Sonatrach avait opté pour le système des concours pour le recrutement de ses employés, dont celui qui a vu la participation de près de 50 000 universitaires postulants pour 5 000 postes de techniciens supérieurs et 3 000 ingénieurs devant suivre auparavant une formation au niveau de l'IAP.

Les jeunes diplômés concernés seront formés à partir de cette année, dans le cadre

des démarches du secteur visant à doubler la production des hydrocarbures, à travers le développement des gisements existants et l'intensification des opérations de recherche et de prospection de nouveaux gisements, a-t-il dit. Le groupe Sonatrach, qui consent de grands efforts pour recruter de jeunes diplômés et qui aura besoin à l'avenir de plusieurs dizaines de milliers de spécialistes dans le domaine dont des ingénieurs et des techniciens supérieurs, prévoit d'organiser des concours nationaux annuels pour choisir les meilleures compétences, les former dans ses instituts et les recruter.

Concernant l'intégration des travailleurs des entreprises de sous-traitance liées par des contrats avec Sonatrach et ses filiales, il a expliqué que ces employés ont été recrutés dans le cadre de contrats à durée déterminée pour répondre aux besoins des promoteurs en matière d'hébergement, de restaura-

tion, de transport et de surveillance notamment. «Seuls les travailleurs dans les métiers et spécialités s'inscrivant dans le cadre des activités de l'entreprise ont été retenus», a-t-il indiqué. 1 800 nouveaux employés ont été recrutés dans le cadre de cette opération entre 2011 et 2014 sur la base de critères d'expérience et conformément à l'organigramme de la société, a souligné le ministre.

A la question d'un autre député sur le transfert des lignes de haute tension qui traversent certains quartiers à Djelfa, le ministre a répondu que celui-ci se faisait conformément à la législation en vigueur qui prévoit que les coûts de transfert sont à la charge de la partie qui le demande. M. Yousfi a réaffirmé la disponibilité de son ministère de procéder au transfert des lignes électriques, appelant les autorités locales à la prise en charge financière de ces projets.

Tarek B./APS

Algérienne des eaux

«Aligner le prix de l'eau sur le vrai coût»

La révision de la politique des prix de l'Algérienne des eaux (ADE) a été débattue jeudi, lors des travaux d'une rencontre d'étude technique, organisée à l'université Mohamed-Cherif-Messaâdia de Souk Ahras. Yacine Djebbar, de l'université de Souk Ahras, est intervenu au cours de cette journée consacrée au «financement du service de l'eau et de l'assainissement en Algérie», initiée par le labora-

toire de gestion, de maintenance et de réhabilitation des équipements et des infrastructures urbaines, pour souligner que cette révision «doit viser à assurer les ressources en eau et améliorer la qualité du service, dans les foyers, les usines ou l'agriculture».

Cet universitaire a considéré que la situation actuelle est marquée par «l'absence d'un équilibre entre le prix de vente de l'eau

et le coût réel de son exploitation», ce qui a influé négativement, selon lui, sur sa disponibilité et sa qualité.

Il devait ensuite présenter une comparaison avec les prix pratiqués dans les pays européens où la moyenne pour le mètre cube avoisine l'équivalent de 350 dinars, contre 18 dinars à Souk Ahras où le coût réel est estimé à 130 dinars. M. Djebbar a également signalé que certains pays,

parmi ceux qui connaissent une situation semblable à celle de l'Algérie, «tendent à aligner le prix de l'eau sur le «vrai» coût». Il a considéré, toutefois, que les besoins indispensables doivent être assurés aux catégories sociales défavorisées. Pour sa part, Lahbassi Ouardachi, directeur du laboratoire de l'hydraulique et des infrastructures de l'université Badji-Mokhtar d'Annaba, a indiqué que la poli-

tique sociale suivie par l'Etat «n'est pas pour encourager le consommateur à économiser le précieux liquide». D'autres intervenants ont traité des coûts de l'énergie électrique utilisée pour la mise en fonction des stations d'assainissement et pour l'alimentation en eau. Ils ont appelé à une politique de réduction des charges, notamment par une bonne maintenance des équipements.

R.E.

La direction des actions sociales au secours de l'éducation à Boumerdès

100 chauffages pour les établissements scolaires enclavés

Dangereux et dégageant une odeur de gaz mettant en danger la vie des enfants, les poêles à mazout seront retirés progressivement et remplacés par des chauffages à gaz ou des bains d'huile.

Par A.Kichni

La direction des actions sociales (DAS) de Boumerdès vient au secours des établissements scolaires des communes enclavées. Elle a mis à la disposition de la direction de l'éducation 100 chauffages (bain d'huile) qui seront destinés aux établissements en préfabriqué de l'après-séisme de 2003 qui sont en nette dégradation. Une initiative agréablement accueillie par la directrice de l'éducation, Sonia Gaid, qui a déclaré sur les ondes de la radio locale que les poêles à mazout seront retirés progressivement et remplacés par des chauffages à gaz ou des bains d'huile. Selon elle, ils sont dangereux, dégagent une odeur de gaz mettant en danger la vie des enfants et exigent un entretien permanent. Enchaînant, la première responsable a ajouté que 30 poêles à mazout seront attribués aux établissements de la commune d'Affir dans la daïra de Delys dépourvus de gaz naturel. La même procédure sera entreprise pour ceux des villages de Ouanoouga, dans la commune de Isser, de Timezrit et d'Ouriacha, relevant de la commune de Naciria. Au cours de



Ph. : DR

son intervention, Sonia Gaid a lancé un appel aux APC afin d'exprimer leurs besoins. «Les portes sont ouvertes et on n'attend que les demandes pour distribuer ces équipements suivant la disponibilité». Et d'ajouter : «Nous accordons beaucoup d'intérêt à la santé des enfants qui

est une priorité» «On va essayer d'équiper le maximum d'établissements pour que les enfants ne prennent pas froid. On est en 2015, au 21^e siècle, on ne doit plus parler de chauffage». Pour étayer ses propos, la directrice de l'éducation a indiqué que des équipements de chauffage, des

poêles à gaz et des bains d'huile ont été déjà distribués aux établissements scolaires de la commune de Chabet El Ameur en attendant d'autres. «C'est la première APC qui a bénéficié de ces équipements», s'est-elle félicitée. A.K.

Sétif

Opération de raccordement au réseau de distribution de gaz

Pas moins de 42 000 foyers, répartis à travers plusieurs groupements d'habitation de la wilaya de Sétif, seront raccordés, durant l'année en cours, au réseau de distribution publique de gaz naturel (DP-Gaz), a-t-on appris auprès de la direction de l'énergie.

L'opération de mise en gaz touchera tous les villages, dechras et hameaux de la wilaya de Sétif, y compris ceux situés dans la zone montagneuse du nord n'ayant pas encore bénéficié de cette énergie au titre des précédents programmes, en raison de leur isolement et du relief très accidenté

caractérisant ces régions, a-t-on souligné de même source.

Le raccordement des foyers concernés durant l'exercice 2015 fera «bondir» le taux de raccordement à cette énergie, actuellement de 88%, à quelque 90% à la fin de l'année en cours, a-t-on affirmé à la direction de l'énergie. Près de 6 000 autres foyers bénéficieront également d'une DP-Gaz, au cours de la même année, au titre d'un financement de 600 millions de dinars puisé du budget de la wilaya après approbation de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a également indiqué la même source,

précisant que le cahier des charges de cette dernière opération sera «prochainement» finalisé.

Il est à rappeler que le taux de raccordement au gaz naturel a connu, dans cette wilaya, une progression spectaculaire, passant de 30% en 2000, puis à 40% en 2004, pour atteindre les 80%, en 2010, grâce à la mise en gaz de 51 communes sur les 60 de cette wilaya. Ce taux qui a atteint les 88% à fin 2014, devrait avoisiner les 100% durant les deux prochaines années, a-t-on affirmé de même source.

Samir T./APS

Mostaganem

Plus de 400 projets financés par la Cnac

La Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac) a financé, en 2014 à Mostaganem, 407 projets générant un total de 816 emplois directs, a indiqué jeudi la directrice de l'antenne de wilaya de ce dispositif.

Le financement de projets par la Cnac a connu une baisse de 30% dans la wilaya, justifiée, selon M^{me} Farah Habiba, par un gel des projets dans le domaine des transports depuis 2012. Elle a indiqué, à cet égard, que les

porteurs de projets sont orientés vers des secteurs productifs plus «efficaces» et «rentables» tels l'agriculture, l'industrie et les services.

Le secteur des transports occupe toujours la première place au nombre de projets financés avec 144, suivi de ceux des services (120), du bâtiment, de l'agriculture et de la pêche.

L'antenne de wilaya de la Cnac a enregistré, durant la même période, le dépôt de 1 185 dossiers dont 755 avalés.

Ceux-ci ont été acceptés à la faveur des nouvelles mesures prises en matière d'examen des dossiers par deux commissions par mois, a ajouté la même responsable.

Par ailleurs, 518 micro-entreprises financées en 2013 et 2014 sont entrées en activité créant 693 emplois.

347 jeunes possédant un savoir-faire avéré en menuiserie, construction, plomberie, mécanique automobile, boulangerie et pâtisserie, ont créé

leurs propres micro-entreprises au titre du dispositif Cnac.

Le même dispositif d'emploi a relevé, en 2014, 68 cas de vente frauduleuse de matériels, d'achat partiel d'équipements et d'acquisition de matériels utilisés, par des inspecteurs de la Cnac chargés du suivi de la concrétisation des projets, a encore indiqué M^{me} Farah, signalant que leurs dossiers ont été transmis à la justice.

Bachir O.

Médéa

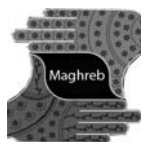
Mise en service d'un centre d'appels téléphoniques

UN CENTRE d'appels téléphoniques a été mis en service, dernièrement, dans la wilaya de Médéa dans le but d'offrir un nouveau canal de communication aux citoyens, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Le centre, mis en place à la demande du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, aux fins de rapprocher l'administration des citoyens dans le cadre du renforcement de la «démocratie participative», comporte un numéro vert, le 1100, devant notamment leur permettre de se renseigner sur différentes procédures administratives, a-t-on indiqué de même source. Les citoyens peuvent, en outre, signaler tout problème ou dysfonctionnement lié à certaines prestations de services ou à leur cadre de vie, a expliqué la même source, précisant que les informations recueillies permettront de faciliter le travail des administrations et accélérer le dispositif d'intervention mis en place au niveau des directions techniques ou des collectivités locales. Les données collectées par le centre d'appel, qui dispose de fiche signalétique couvrant l'ensemble des secteurs, seront exploitées, selon la même source, lors de l'élaboration du plan d'action annuel, de façon à optimiser les efforts de développement engagés sur le terrain. N.L.

Blida

Formations aux premiers secours au profit des chauffeurs de taxi

LES CHAUFFEURS de taxi exerçant au niveau de la wilaya de Blida bénéficieront, à partir de vendredi, de sessions de formation sur les premiers secours, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale de la Protection civile. Cette opération, initiée par la direction de la Protection civile, en coordination avec la section locale du Syndicat des chauffeurs de taxi, se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours afin de «toucher le plus grand nombre possible de professionnels de transport par taxi», a-t-on ajouté de même source. L'objectif de la formation, première du genre au niveau national, est de «permettre aux transporteurs de voyageurs par taxi de maîtriser les gestes à accomplir en cas d'accident afin de sauver la vie des personnes avant l'arrivée des pompiers», a-t-on précisé. Le chauffeur de taxi se doit d'«être prêt à faire face à tout incident à l'intérieur de son véhicule», d'où l'importance de cette initiative, a-t-on encore indiqué, précisant que la formation sera entamée au niveau des unités du centre-ville de Blida et de la commune de Ouled Yaïche avant d'être généralisée, graduellement, à l'ensemble des localités de la wilaya. Les chauffeurs de taxi urbains, ainsi que ceux travaillant sur les lignes inter-wilayas seront concernés par cette formation, qui fait partie, selon la Protection civile, du processus de sensibilisation contre les accidents de la circulation. G.M.



Libye

Solution politique à la crise, une option inévitable

■ Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a réclamé des armes pour combattre les milices, lors d'une réunion de la Ligue arabe au Caire, au moment où le pays est en proie aux violences et aux luttes internes de pouvoir.

Par Habib L.

La recrudescence des violences et des combats en Libye, ces derniers jours, entre les forces du gouvernement et des milices rivales, causant des centaines de morts et une grave crise humanitaire, a suscité l'inquiétude de la communauté internationale qui insiste sur une solution politique à la crise. Les autorités libyennes n'arrivent toujours pas à contrôler les dizaines de milices tribales qui se livrent sans cesse à des combats acharnés entre elles et avec l'armée libyenne pour asseoir leur autorité dans leur pays et prendre le contrôle de la manne pétrolière, depuis la chute de l'ancien régime de Maâmmar Kadhafi au terme de huit mois de conflit, en 2011.

Les combats entre les forces du gouvernement provisoire et les milices ont connu ces derniers jours une recrudescence sans précédent. Dans la seule ville de Benghazi, dans l'est du pays, les combats ont fait depuis octobre plus de 450 morts.

Hormis le nombre croissant de victimes des combats qui regagnent du terrain ces derniers jours, beaucoup de civils souffrent également d'assassinats ciblés, de déplacements forcés et vivent dans des conditions humanitaires graves, a indiqué un rapport du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme et la Mission des Nations unies pour la Libye (Manul), fin décembre.

Le pays, qui vit une crise «des légitimités», est dirigé par deux gouvernements qui se disputent le pouvoir à distance, l'un proche des miliciens de «Fajr Libya» (Aube de la Libye) et l'autre reconnu par la communauté internationale, siégeant à Tobrouk, près de la frontière égyptienne. Le pays est égale-

ment doté de deux Parlements.

Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a réclamé, lundi, des armes pour combattre les milices, lors d'une réunion de la Ligue arabe au Caire, au moment où le pays est en proie aux violences et aux luttes internes de pouvoir.

«Nous appelons la communauté internationale à assumer ses responsabilités légales et morales et à armer, sans retard ni délai, l'armée libyenne pour qu'elle puisse accomplir sa mission nationale», a indiqué le représentant de la Libye auprès de la Ligue arabe, Achour Bou Rached, à l'ouverture de cette réunion urgente des représentants permanents.

Refus de toute ingérence étrangère

L'Assemblée générale de la Ligue arabe, à l'issue de sa réunion au Caire, a souligné «l'indépendance, la souveraineté de la Libye et son intégrité territoriale», ainsi que le refus de «toute ingérence dans ses affaires internes».

L'Algérie, qui continue de prôner une solution politique sans intervention militaire étrangère à la crise en Libye, «poursuivra, en



Ph. : DR

dépôt de l'adversité, sa mission qui consiste à accompagner les forces vives libyennes ayant marqué leur disponibilité à œuvrer pour une solution politique à cette crise», avait affirmé le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

Les Libyens «sont les seuls habilités à définir les fondements et les contours de la solution politique, en dehors de toute forme d'ingérence étrangère», avait-il souligné.

Après des appels de pays de la région, Niger et Tchad notamment, à une intervention militaire internationale en Libye, le président français François Hollande a écarté, lundi, l'idée d'une intervention militaire de son pays.

«C'est à la communauté internationale de prendre ses responsabilités et, pour l'instant, elle doit faire en sorte qu'il puisse y avoir un dialogue politique, il n'est même pas installé, et deuxièmement que l'ordre puisse être rétabli», a-t-il déclaré.

Dialogue suspendu

L'ONU a reporté sine die une réunion de dialogue entre les parties au conflit en Libye, prévue initialement lundi dernier, et aucune nouvelle date n'a encore été fixée, a indiqué son porte-parole Stéphane Dujarric, ajoutant que le chef de l'Unsmil (mission de l'ONU), Bernardino Leon, «poursuivait des consultations» pour parvenir à un accord sur le lieu et la date d'une réunion. Une des raisons du report était la difficulté à trouver «un lieu qui réponde à tous les impératifs de sécurité», a expliqué le porte-parole.

Une première réunion de dialogue avait eu lieu en septembre, sans donner de résultats concrets.

L'Algérie, qui continue à mettre en garde contre «les conséquences destructrices de la poursuite du cycle de violence sur le devenir du peuple libyen et sur la stabilité de la région»,

poursuit son soutien aux efforts des Nations unies dans la recherche d'une solution politique à la crise, appelant également au respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et au renforcement de l'option du dialogue et de la réconciliation entre tous les Libyens.

La diplomatie algérienne avait à maintes reprises exprimé sa disponibilité à contribuer à la tenue d'un dialogue inter-libyen à travers un processus réunificateur dans le cadre d'une réconciliation nationale.

«Notre pays soutient et soutiendra tous les processus politiques de dialogue inclusif et de réconciliation engagés par les pays amis et voisins, dans le respect de la légalité internationale, du principe de non-ingérence et l'intégrité territoriale des ces pays», a ainsi affirmé le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

H. L./APS

L'émissaire de l'ONU rencontre le général Haftar

LE CHEF de mission de l'ONU en Libye, Bernardino Leon, a rencontré jeudi pour la première fois le général libyen Khalifa Haftar, dont les forces combattent depuis plusieurs mois les groupes armés à Benghazi (est), a annoncé un député.

«M. Leon a rencontré pour la première fois le général Haftar ainsi que des hauts gradés de l'armée dont le général Saqr al-Jerouchi, chef de l'armée de l'Air», a indiqué ce député, Tarek Saqr al-Jerouchi, précisant que la réunion avait eu lieu à al-Marj, à 1 100 km à l'est de Tripoli.

Général à la retraite et personnalité controversée,

M. Haftar avait lancé en mai une opération baptisée «Dignité» contre les groupes armés qualifiés de «terroristes», qui contrôlent Benghazi. Selon le député, «le général Haftar a demandé à l'émissaire onusien la levée de l'embargo militaire imposé par l'ONU à la Libye pour pouvoir combattre les groupes terroristes».

L'ONU cherche à instaurer un dialogue entre les parties en conflit dans le pays, dirigé par deux gouvernements et Parlements rivaux, et livré aux milices depuis le renversement de l'ancien chef Mouammar Kadhafi au terme de huit mois de soulèvement armé en 2011.

Zaid G.

Processus de décolonisation du Sahara occidental

Le Front Polisario préoccupé par la situation d'impasse

Le secrétariat national (SN) du Front Polisario s'est dit «profondément» préoccupé par la situation d'impasse actuelle en raison de l'intransigeance marocaine et sa rébellion contre l'Organisation des Nations unies, en vue de trouver une solution juste et durable au conflit du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, a indiqué un communiqué sanctionnant les travaux de la 10^e session ordinaire du SN, tenue dimanche et lundi, sous la présidence du chef de l'Etat, SG du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz.

Le SN a condamné les entraves du Royaume du Maroc aux efforts du SG des Nations unies, notamment le refus de recevoir l'Envoyé personnel du SG de l'ONU

pour le Sahara occidental, Christopher Ross, ainsi que de la Représentante spéciale de prendre ses fonctions à la tête de la Minurso depuis sa nomination en août dernier.

«Le peuple sahraoui et la communauté internationale ne peuvent accepter de telles menaces d'expulsion de la Minurso, afin de conserver l'occupation illégale du Maroc, la répression et le pillage de ressources naturelles du Sahara occidental», a ajouté la même source.

Le secrétaire national a mis en garde contre le danger du trafic de la drogue en provenance du Maroc, étant le plus grand producteur et exportateur de cannabis à tra-

vers le monde, qui représente une menace à la stabilité dans la région et un encouragement du crime organisé et des groupes terroristes.

A cet égard, il a réitéré la disponibilité de la partie sahraouie à lutter contre ce phénomène dans le contexte de ses obligations internationales dans le cadre de l'Union africaine, renouvelant son soutien aux efforts l'UA dans ce contexte et la recherche des solutions appropriées aux conflits existants dans la région du Sahel.

Il a également salué les efforts menés par l'Algérie pour le règlement pacifique des crises en Libye et au Mali.

Ahmed B./SPS

Mauritanie Un système pour mieux maîtriser le flux migratoire

LE PREMIER ministre mauritanien, Yahya Ould Hademine, a annoncé l'installation du système «Mauritanie Oubour» au niveau de tous les postes frontaliers pour mieux maîtriser le flux migratoire. «Oubour» est un mot arabe qui signifie «traversée».

Le système de visas biométriques seront également généralisés à l'ensemble des représentations diplomatiques et consulaires du pays, a-t-il ajouté.

Yahya Ould Hademine présentait mardi sa déclaration de politique générale qui se décline sur trois axes majeurs «(1) la consolidation des fondements de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance publique, (2) l'émergence d'une économie compétitive et génératrice de croissance partagée, et (3) le développement des ressources humaines et l'élargissement de l'accès aux services de base».

R.M.



Cuba

Libération d'au moins 35 prisonniers politiques

■ Au moins 35 prisonniers politiques ont été libérés à Cuba ces dernières 48 heures dans le cadre de l'amorce du rapprochement diplomatique annoncé mi-décembre avec les États-Unis, a-t-on appris jeudi auprès de la dissidence.

Elizardo Sanchez, président de la Commission cubaine des droits de l'homme (CCDH)



Par Ali.O

«**N**ous en sommes à 35 libérations», a dit à l'AFP Elizardo Sanchez, président de la Commission cubaine des droits de l'homme (CCDH), interdite mais tolérée par les autorités. Quatre heures plus tôt, Sanchez et le leader de l'Union patriotique de Cuba (Unpacu, organisation illégale d'opposition basée dans l'est du pays), José

Daniel Ferrer, en avaient dénombré 30, sur les 53 personnes que La Havane s'est engagée auprès de Washington à libérer, mais dont les noms n'ont jamais été publiés.

Selon Ferrer, la plupart des prisonniers libérés sont membres de l'Unpacu.

Les sorties de prisonniers «continuent au compte-gouttes et devraient se poursuivre demain», hier, a assuré Elizardo Sanchez, précisant que plusieurs pro-

vinces du pays étaient concernées. Ces deux sources avaient déjà annoncé mercredi la libération de deux jumeaux de 18 ans incarcérés voici deux ans après avoir participé à une manifestation devant un commissariat de Santiago de Cuba (sud-est).

Le département d'État américain avait annoncé mardi que les autorités cubaines avaient relâché une partie des 53 prisonniers politiques dont les États-Unis réclamaient la libération dans le cadre de l'amorce du rapprochement diplomatique

annoncé le 17 décembre entre les deux pays.

Mais la porte-parole de la diplomatie américaine Jennifer Psaki n'avait pas précisé combien de personnes étaient concernées, ni leur identité. De son côté, La Havane n'avait toujours pas commenté ces informations jeudi.

Depuis des décennies, Cuba a accusé les dissidents d'être «des mercenaires» à la solde des États-Unis, avant que le président Raul Castro ne les désigne plus sobrement le 20 décembre

dernier comme «quelques centaines d'individus qui reçoivent argent, instructions et oxygène de l'extérieur».

Au moment de l'annonce du dégel entre Washington et La Havane, l'île communiste comptait une centaine de prisonniers politiques, selon des sources proches de la dissidence.

Leur nombre dépassait encore les 300 lors de la prise de fonction de Raul Castro, qui a succédé en juillet 2006 à son frère Fidel, qui s'était retiré pour raisons de santé. A. O.



Points chauds

Exclusion

Par Fouzia Mahmoudi

Après l'effroi et l'émoi qui ont frappé la France dès mercredi après l'attentat islamiste perpétré contre le journal *Charlie Hebdo*, causant la mort de plusieurs journalistes et de deux policiers, le tumulte agite la classe politique française. En cause, les appels à l'unité nationale rapidement parasités par les atterroissements concernant la participation du Front National à la grande manifestation prévue dimanche pour protester contre l'attaque dont a été la cible l'hebdomadaire satirique. En effet, rapidement après l'appel lancé par le PS d'une grande manifestation réunissant tous les partis politiques sans distinction, des personnalités socialistes ont commencé à faire savoir que le Front National n'était pas le bienvenu. Anne Hidalgo a par exemple justifié cette exclusion du fait que selon elle, seuls les partis «républicains» étaient concernés par l'appel du PS et que toujours d'après elle, le FN n'étant pas un parti «républicain» il n'avait pas sa place au sein de la manifestation de dimanche. Une prise de position contestée qui divise la gauche et que de nombreuses personnalités de droite ont rapidement dénoncé, appelant à ne pas faire montre de sectarisme, hors de propos en ces temps exceptionnels. Ainsi, François Fillion et Laurent Wauquiez, figures importantes de l'UMP, ont immédiatement appelé l'Élysée et Matignon à ne pas ostraciser le FN et à lancer une invitation officielle au parti de Marine Le Pen. Cette dernière a toutefois d'ores et déjà annoncé qu'elle ne se déplacerait pas quoi qu'il arrive son parti ayant été la cible de critiques et d'attaques «inacceptables» et cela malgré l'engagement de François Hollande que sa sécurité serait assurée si elle s'y rendait. Mais «?je ne vais pas là où on ne veut pas de moi?», a martelé la présidente du parti frontiste. Reste à savoir si cette décision d'exclusion de la part du PS ne sera pas mal perçue par des Français qui adhèrent de plus en plus aux idées de Marine Le Pen, qui a à la suite de l'attentat de mercredi profité d'une importante hausse de sa popularité via les réseaux sociaux. Le PS déjà en mauvaise posture pour les prochaines élections qui se dérouleront dans les prochains mois et les prochaines années pourrait avoir fait une erreur stratégique, une erreur que les électeurs français pourraient ne pas leur pardonner. F. M.

Nucléaire iranien

Rencontre Zarif-Kerry le 14 janvier à Genève

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, et le secrétaire d'État américain John Kerry, se rencontreront mercredi prochain à Genève dans le cadre des négociations nucléaires entre l'Iran et les pays du groupe 5+1, a déclaré hier un haut négociateur iranien.

Zarif et Kerry «se rendront le 24 Dey (14 janvier, ndlr) à Genève pour se rencontrer et donner les directives nécessaires avant les négociations de leurs adjoints» sur le dossier nucléaire iranien, a déclaré Abbas Araghchi, l'un des principaux négociateurs iraniens, cité par l'agence Isna.

Araghchi a ajouté que les délégations iranienne et américaine auront des «discussions bilatérales» pendant les journées des 15, 16 et 17 janvier avant une rencontre multilatérale entre l'Iran et l'ensemble des pays du groupe 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne).

Le département d'État avait annoncé des discussions bilatérales entre l'Iran et les États-Unis à Genève.



«Nous aurons aussi des discussions bilatérales avec les autres pays du groupe 5+1», a ajouté Araghchi.

Il a également précisé que le chef des négociateurs russes, le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Ryabkov, «se rendra à Téhéran le 12 janvier pour des discussions bilatérales et rencontrera Zarif».

Les grandes puissances et l'Iran, qui n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un accord global à la date butoir du 24

novembre, tentent de sceller d'ici au 1er juillet 2015 un accord général sur le programme nucléaire de Téhéran, qui mettrait fin à plus de dix ans de crise diplomatique.

Le 5+1 exige que l'Iran réduise ses capacités nucléaires afin d'empêcher qu'il puisse disposer un jour de la bombe atomique. Téhéran revendique son droit à une filière nucléaire civile complète et demande la levée totale des sanctions économiques internationales.



Spectacle de «Shakespeare Globe Theatre» à Alger

Forte affluence du public

Les amoureux du théâtre ont été gâtés. La Compagnie «Shakespeare Globe Theatre» s'est déplacée à Alger pour animer un spectacle de haut niveau au Théâtre national Mahiedine-Bachtarzi. Il s'agit du chef-d'œuvre du dramaturge britannique William Shakespeare, *Hamlet*. La pièce a été présentée au bonheur d'un public nombreux qui se trouvait dans la salle de spectacles bien avant le début de la représentation pour s'assurer une place. Beaucoup de personnes n'ont pu y avoir accès par manque de places.

Par Abla Selles

La présentation du chef-d'œuvre du célèbre dramaturge britannique William Shakespeare, *«Hamlet»*, a été un vrai plaisir pour les amoureux du quatrième art. Le Théâtre national Mahiedine-Bachtarzi était plein bien avant le début de la représentation. Ainsi, un grand nombre de personnes n'ont pu y avoir accès.

En effet, la Compagnie «Shakespeare Globe Theatre» a présenté *«Hamlet»* dans sa version originale sous-titrée en langue française, devant un public très nombreux et recueilli, venu renouer avec les textes classiques du théâtre universel.

Dirigés par Dominic Dromgoole et Bill Buckhurst, huit comédiens se sont donnés la réplique sans répit aucun, dans un rythme ascendant et soutenu, donnant vie, deux heures quarante minutes durant, séparées d'un entracte de près d'une demie heure, à un des plus beaux textes.

Le Roi du Danemark, venant de décéder, apparaît à son fils Hamlet, campé par Naeem Hayat, en fantôme, pour lui apprendre qu'il venait d'être assassiné par son frère Claudius



(oncle d'Hamlet), rendu par John Dougall, et sa femme Gertrude (mère de Hamlet), interprétée par Phoebe Fiades. Claudius épousa Gertrude pour accéder au trône.

Afin de découvrir la vérité, Hamlet sera contraint de simuler une folie qui le poussera à sacrifier son amour pour Ophélie, jouée par Jennifer Leong, envers qui, il ne pouvait tenir ses promesses car préoccupé de connaître les coupables du crime perpétré contre son père.

Les quatre personnages principaux, avec également Rawuri Paratene dans le rôle de Polonius, père d'Ophélie, Berus Khan dans celui d'Horatio, Matthew Roman jouant Fortinbras et Tommy Lawrence incarnant Laertes, ont aisément interprété plusieurs rôles.

Naeem Hayat, se lançant dans pas moins de trois longs monologues, à des moments différenciés de la pièce, a déployé toute l'étendue de son talent, couronnant le tout avec la

fameuse phrase «*To be or not to be, that is the question*» (être ou ne pas être, là est la question), pour illustrer le profond conflit et le marasme qui le rongent de l'intérieur.

Difficile pour Hamlet de voir prospérer les assassins de son père auquel il a promis, au péril de sa vie, de le venger et de laver le royaume de tous les affronts qu'il subit suite aux infidélités commises par sa mère avec son oncle.

Dans une mise en scène bien

conçue, les huit comédiens polyvalents, usant également du «théâtre dans le théâtre», ont, par ailleurs, chanté en polyphonie, assuré les bruitages alimentant l'intrigue et joué des airs de musique traditionnelle ponctuant ainsi les moments forts de la trame.

A.S.

RENDEZ-VOUS culturels

Institut français d'Alger
14 janvier :

Projection du documentaire «L'Algérie, son cinéma et moi».

15 janvier :

Le Duo Aïrelle Besson et Nelson Veras animeront une soirée de jazz

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 janvier :

6^e Festival international d'art contemporain.

Palais de la culture Moufidi-Zakaria

Jusqu'au 31 janvier :

7^e édition du «Salon d'automne» des arts plastiques.

Galerie d'art Couleurs et Patrimoine

Jusqu'au 10 janvier :

Expo-vente collective sur le thème «Une palette de couleurs».

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Jusqu'au 23 janvier :

Exposition «L'Algérien et la Grande Guerre-Eclats de vie. Grand rendez-vous centenaire de la guerre 14/18», réalisée par les élèves du LIAD.

Musée public national du Bardo

Jusqu'au mois de mars :

Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Maison de la Culture de Sétif

16 janvier :

Projection du long métrage de fiction «The Lunchbox».

Institut français d'Oran
13 janvier :

Un hommage sera rendu au cinéaste Mohamed Chouikh.

Galerie «L'Art à part»

Du 15 au 31 janvier :

Exposition du photographe Hocine Zaourar.

Journées du monodrame à Adrar

Neuf wilayas au rendez-vous

Neuf wilayas sont représentées à la quatrième édition des journées nationales du monodrame d'Adrar, qui ont débuté jeudi à la maison de la Culture au chef-lieu de wilaya.

Cette manifestation vise à ancrer le monodrame sur la scène théâtrale nationale et à créer des conditions adéquates pour la promotion de cet art théâtral difficile, en plus d'encourager les jeunes talentueux dans le domaine, a indiqué le directeur de la maison de la culture, Abdelkrim Ouenza, en ouverture de cette manifestation.

Le comité d'organisation a mis l'accent sur la qualité des représentations et ne pas se contenter de produire des spectacles dramatiques et humoristiques, et ce, en susci-

tant une compétition sérieuse entre les participants encourageant la créativité, a-t-il ajouté.

Le professeur de théâtre, Brahim Nouali, invité d'honneur de cette édition, a estimé, pour sa part, que le monodrame en Algérie constitue un moyen d'expression artistique offrant un espace instructif et culturel relatif au théâtre dans toutes ses formes, afin de participer à l'épanouissement de la société.

Cette édition sera aussi un espace de formation dans le monodrame, à travers les ateliers prévus lors de ces journées, et cela dans les domaines de l'interprétation, la mise en scène et le scénario.

Au menu de cette manifestation de trois jours, des représentations interprétées par

des artistes venus de Djelfa, Ouargla, Tamanrasset, Bouira, El-Bayadh, Saïda, Boumerdès, Meliana, au côté de ceux d'Adrar.

Les représentations sont supervisées par un jury présidé par le professeur et critique de théâtre Brahim Nouali.

L'ouverture a été marquée par la présentation d'un monodrame intitulé «L'autre», de la troupe théâtrale de l'association culturelle «El-Nébras» des arts et spectacles, reflétant le combat, la recherche de l'identité et l'affirmation de soi, dans un univers plein de contrastes. La représentation a été interprétée par la comédienne Hadjer Benhacene et mise en scène par Abdelkader Rouahi.

F.H.

Festival de musique «Sauti za Busara» de Zanzibar

«Djmawi Africa» représente l'Algérie

Le groupe musical «Djmawi Africa» prendra part au 12^e Festival de musique «Sauti za Busara» de Zanzibar qui se tiendra du 12 au 15 février prochain, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Seul invité maghrébin du festival, «Djmawi Africa» animera un concert lors de la soirée de clôture de cet événement qui rassemble une quarantaine de formations musicales en prove-

nance, surtout, d'Afrique de l'Est.

Fondée en 2004, autour d'un thème musical à mi-chemin entre le rock et le gnawi, par les jeunes musiciens Ahmed Djamil Ghouli (goumbri et chant) et Abdou El Ksour (guitare), les «Djmawi Africa» reste le groupe le plus en vue de la scène musicale algérienne.

Après une carrière de dix ans, le groupe a sorti trois

albums qui ont connu un succès considérable en Algérie, tout en développant un style particulier puisant ses influences dans le raï, le chaabi, le musique celtique où auprès de références algériennes comme Cheikh Sidi Bémol ou Gnawa Diffusion.

Créé par l'organisation non gouvernementale «Busara Promotions», ce festival verra, entre autres, la participation de

Erik Aliana (Cameroun), Thaïs Diarra (Sénégal), Sarabi (Kenya) et Isabel Novella (Mozambique).

«Sauti za Busara» (Sons de la sagesse), qui prévoit aussi la projection d'une dizaine d'œuvres cinématographiques africaines, vise depuis sa création à promouvoir les musiques du continent et le tourisme dans l'archipel.

L.B.

Coup-franc direct



Honorer l'Algérie

Par Anouar M.

Le coach de l'Entente, Kheireddine Madoui, est un exemple du dévouement et du sacrifice en Algérie puisque malgré son jeune âge par rapport à d'autres entraîneurs plus aguerris a réussi à décrocher le titre africain avant d'être désigné jeudi dernier comme le meilleur entraîneur africain. Madoui n'est pas arrivé là par hasard, puisqu'il doit ce titre à des années de travail d'abord en tant que joueur qui a porté les couleurs de l'Entente et de l'équipe nationale avant de passer de l'autre côté de la barrière et devenir l'un des plus jeunes entraîneurs de la Ligue 1. Madoui a-t-il eu des circonstances atténuantes qui lui ont permis d'atteindre cet objectif ? Non, ce dernier a été même décrié par une frange des supporters de l'ESS, qui jaloux de sa réussite ont attendu le moindre faux pas pour demander son départ mais heureusement que le président Hammar l'a soutenu. Pour arriver là, Madoui a dû donc batailler dur et faire de grands sacrifices pour arriver à cet objectif d'abord en Algérie et ensuite en Afrique où il a eu une grande reconnaissance, surtout qu'il n'est pas facile d'obtenir un tel titre avec les grands noms d'entraîneurs qui existent en Afrique et qui ont un grand poids dans le continent noir. Tout cela pour montrer que tout reste possible quand on souhaite réussir.

A. M.

Coupe d'Algérie

La LFP confirme la qualification du CSC aux 8^{es} de finale

La commission de discipline de la LFP a confirmé jeudi la qualification du CS Constantine aux 8^{es} de finale de la Coupe d'Algérie, à l'issue de sa victoire face à l'USM Bel-Abbès (1-0), lundi au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Suite aux réserves formulées par l'USM Bel-Abbès sur la participation du joueur Abdelmalek Djaghbala au match CS Constantine-USM Bel-Abbès, pour le compte des 1/16^{es} de finale de la Coupe d'Algérie, la commission de discipline a décidé d'homologuer le match en son résultat final. A la fin de la rencontre, l'USM Bel-Abbès avait introduit une réclamation sur la participation du joueur au motif qu'il serait sous le coup d'une suspension d'un match automatique. Pour la commission de discipline, Abdelmalek Djaghbala n'a pas pris part à la première rencontre de la Coupe d'Algérie dis-

putée entre les deux clubs le 26 décembre dernier, ce qui lui a permis de purger sa suspension d'un match automatique, conformément aux dispositions de l'article 86 des règlements de Championnat de football professionnel. Selon cet article, un joueur suspendu peut intégrer dans le décompte de sa peine les matches effectivement joués par son club et dont le résultat a été annulé par les structures de gestion du football. Pour rappel, le CSC et l'USMBA se sont rencontrés le 26 décembre dernier dans le même tour de « Dame Coupe » et la rencontre s'est terminée sur la victoire du CSC (1-0) après prolongation. Seulement durant cette confrontation, une faute administrative avait été commise par le CSC mais non prévue par les règlements, ce qui a poussé la LFP à faire rejouer le match.

Éliminatoires Afrobasket 2015 (Zone 1-3^e journée)

Courte victoire de l'Algérie devant le Maroc

La sélection algérienne de basket-ball (messieurs) a battu son homologue marocain sur le score de (81-80), mi-temps (42-34) en match comptant pour la 3^e et dernière journée des éliminatoires combinées du Championnat d'Afrique des nations (Afrobasket-2015) et des Jeux africains 2015 des pays de la Zone 1, disputé jeudi à la salle Harcha (Alger). Les scores des quarts-temps ont été comme suit : 1^{er} QT (26-24), 2^e QT (16-10), 3^e QT (23-30) et 4^e QT (16-16). A l'issue de ce tournoi (aller), l'Algérie occupe la 1^{re} place avec 4 pts, devant le Maroc (3 pts) et la Libye (2 pts). Lors de la 1^{re} journée disputée hier (mardi), la sélection algérienne l'avait emporté devant la Libye par (88-63), alors que le Maroc s'est imposé le lendemain devant la Libye (94-56). Ce tournoi des éliminatoires se déroulera en « aller-retour » sous forme de championnat, avec la participation de l'Algérie, de la Libye et du Maroc. Le tournoi retour aura lieu dans un mois au Maroc. Douze sélections seront qualifiées pour l'Afrobasket-2015 en plus du pays organisateur (Tunisie) et du tenant du titre (Angola), et onze équipes seront qualifiées pour les Jeux africains (Congo-2015).

CAN 2015

La pression des officiels

« A mesure que le rendez-vous africain approche, les joueurs de l'Équipe nationale ressentent une pression sur leurs épaules due aux différentes déclarations des officiels qui souhaitent une participation plus qu'honorable, étant donné que l'Algérie est donnée sur le papier comme le premier favori de cette compétition.

Par Anouar M.

Ainsi, le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, a réitéré son vœu de voir la sélection nationale aller le plus loin possible et pourquoi pas atteindre la finale. Toutefois, le patron de la FAF a souligné que l'Algérie visera les demi-finales de la CAN.

« Je ne veux pas mettre de la pression inutile sur l'équipe ou se présenter au tournoi dans la peau du favori » a déclaré Raouraoua en marge de la cérémonie de signature de la prolongation du contrat de partenariat entre la FAF et le constructeur automobile Peugeot. Le premier responsable de la FAF s'est voulu rassurant sur les conditions de séjour des partenaires de Yacine Brahimi dans la ville de Mongomo. « Je suis tranquille sur le plan de l'hébergement de l'équipe algérienne à Mongomo.

Toutes les conditions seront réunies pour un excellent séjour de la délégation algérienne en Guinée équatoriale. D'ailleurs, nous avons dépêché sur place une délégation qui arrive ce vendredi à Mongomo



Le ministre et le patron de la FAF souhaitent une participation honorable

pour préparer l'arrivée de l'équipe le 15 janvier » a précisé Raouraoua. En effet, le vice-président de la FAF Jahid Zefzaf, le manager général de l'équipe Walid Sadi ainsi que le chef cuisinier et le médecin ont quitté Alger pour la Guinée équatoriale. « En tant que président du site de la compétition à Mongomo lors de la CAN-2015, je serais très près de l'équipe nationale et je m'attellerai à ce que tout sera réuni pour rendre le séjour de notre sélection agréable sur tous les plans.

Concernant la nouvelle pelouse, je peux vous assurer qu'elle est de bonne qualité » a expliqué le président de la FAF. De son côté, le ministre des Sports Mohamed Tahmi, a déclaré jeudi lors d'une visite à Tipasa, que l'Algérie s'attend à une participation « honorable » de la sélection nationale, à la CAN 2015 qui débute le 15 janvier en Guinée équatoriale, en dépit de la « rudesse » de la compétition. « J'espère, comme tous

les Algériens, une participation honorable, à l'image de l'excellente prestation à la Coupe du monde 2014, ainsi que du parcours parfait réalisé lors des éliminatoires de la Coupe d'Afrique », a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail à Tipasa. Estimant que la compétition de la CAN a enregistré un « grand développement » durant ces dernières éditions, et que le jeu a atteint désormais « un haut niveau », il a souligné que la mission sera « difficile » pour les protégés de Gourcuff, tout en exprimant, néanmoins, son souhait qu'ils « poursuivent sur la même lancée ». Tout cela montre que les officiels algériens attendent beaucoup de cette sélection pour tenter de décrocher pourquoi pas le billet pour la finale de cette CAN, même si certains supporters rêvent carrément du titre.

A. M.

Classement Fifa

L'Algérie débute l'année 2015 à la 18^e place

L'Algérie entame l'année 2015 à la 18^e place de la première édition du classement mondial de la Fifa publié jeudi par la Fédération internationale de football (Fifa) et dont le haut du tableau reste inchangé et dominé toujours par les champions du monde allemands. L'Algérie qui n'a pas disputé de match depuis sa défaite face au Mali (2-0) en qualifications de la CAN-2015, conserve donc sa 18^e place qu'elle occupe depuis novembre 2014. Au niveau africain, les Verts restent la puissance N.1 du continent avec 948 points devant la Tunisie (22^e, 867 pts). La Côte d'Ivoire (28^e, 833 pts) complète le podium. Les trois adversaires de l'Algérie à la

CAN-2015 en Guinée équatoriale se maintiennent à leurs places. L'Afrique du Sud, premier adversaire des Verts est à la 52^e position, le Ghana (37^e) et le Sénégal (35^e). Aucun changement n'est à signaler au sein des 45 premières places du classement mondial par rapport au mois dernier, l'Allemagne trônant toujours en tête devant l'Argentine et la Colombie. Sur les 209 équipes classées, 146 ont conservé leur position. La plus grande progression est à mettre à l'actif du Bahreïn, qui gagne 12 places grâce à ses victoires face à l'Arabie Saoudite et la Jordanie pour se retrouver désormais 110^e. Le Liban (122^e, plus 4) et le Vietnam

(133^e, plus 4) sont les deux seules autres nations à progresser de plus de trois places. Les Iles Féroé, désormais 103^e, occupent leur plus haut rang depuis l'introduction du classement mondial en 1993. Les grands perdants du mois sont l'Irak (114^e, moins 11) et la Jordanie (93^e, moins 12). L'édition de février du classement mondial devrait présenter plus de changements puisqu'il tiendra compte des résultats de la Coupe d'Afrique des Nations en Guinée équatoriale et de la Coupe d'Asie de l'AFC en Australie. Le prochain classement mondial Fifa sera publié le 12 février 2015.

Joueur africain de l'année

Yaya Touré sacré, l'Algérie meilleure équipe, Madoui primé

Le milieu de terrain ivoirien de Manchester City Yaya Touré est devenu le premier joueur à remporter quatre fois d'affilée le trophée de joueur africain de l'année, jeudi à Lagos. Touré a égalé le record des quatre sacres du Camerounais Samuel Eto'o, mais il est le premier à être désigné quatre fois consécutivement par les 56 sélectionneurs ou directeurs techniques nationaux du continent.

L'Ivoirien de 31 ans, grand favori pour ce prix, a été préféré au Gabonais du Borussia Dortmund Pierre-Emerick Aubameyang et au gardien de but nigérian de Lille Vincent Enyeama.

Le trophée salue notamment les performances de Touré lors de la conquête du titre de

champion d'Angleterre de Manchester City, la saison dernière. Durant la cérémonie de Lagos, la Confédération africaine de football (CAF) a également décerné le prix du meilleur joueur africain évoluant sur le continent à Ndombe Mubele (AS Vita/COD).

La Nigérienne Asisat Oshoala, 20 ans, meilleure buteuse du Mondial féminin des U20 en 2014 et nommée meilleure joueuse du tournoi, a remporté le prix de la meilleure joueuse africaine mais également celui du meilleur jeune. L'Algérie a été désignée meilleure équipe nationale, saluant le parcours des Fennecs lors du Mondial-2014 brésilien, duquel elle a été éliminée par l'Allemagne (2-1) en 8^e de finale. La star montante du FC Porto, Yacine



Brahimi, a été élu talent le plus prometteur de 2014.

Prix de la CAF remis jeudi à Lagos

JOUEUR AFRICAIN DE L'ANNÉE : Yaya Touré (Côte d'Ivoire et Manchester City)

JOUEUR AFRICAIN DE L'ANNÉE ÉVOLUANT EN AFRIQUE : Ndombe Mubele (République Démocratique du Congo et AS Vita)

JOUEUSE AFRICAINE DE L'ANNÉE : Asisat Oshoala (Nigéria et Rivers Angels)

JEUNE JOUEUR DE L'ANNÉE : Asisat Oshoala (Nigéria et Rivers Angels)

TALENT LE PLUS PROMETTEUR : Yacine Brahimi (Algérie et FC Porto)

ENTRAÎNEUR DE L'ANNÉE : Kheireddine Madoui (ES Sétif)

EQUIPE NATIONALE DE L'ANNÉE : Algérie

EQUIPE NATIONALE FÉMININE DE L'ANNÉE : Nigéria

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre Charlie Hebdo : les ressorts d'un crime

Par Nazim Rochd

La tragédie qui vient de frapper la presse française doit permettre de tirer les leçons, sans concessions, hors des sentiers battus, en évitant le confort de la simple indignation, les stigmatisations, les amalgames opportunistes et le discours politicien. Comme il est d'usage, dans les affaires criminelles, de mettre en évidence les leviers du passage à l'acte, une tentative de compréhension s'impose, loin de l'émotionnel, plus près du processus de fondation de la personnalité des tueurs et de leur perception de leurs victimes. Nous savons que, depuis 2006, *Charlie Hebdo* a vu sa notoriété démultipliée et gagner le monde entier, grâce à la dérision qu'il fait des symboles de la religion musulmane. Sous couvert de la «*défense de la liberté d'expression*». Etant donné que, selon le journal, cette liberté serait menacée par le fondamentalisme islamique. Omettant qu'il a licencié, le 16 juillet 2006, Siné pour «antisémitisme». Partant de là, il s'est fait une spécialité de caricaturer l'Islam, malgré les protestations et les menaces, et même de faire dans la surenchère. Ce qui a fait réagir, en septembre 2012, certaines personnalités françaises, lorsque *l'Hebdo* avait décidé de publier de nouveau certains dessins anti-islamiques. Tel Claude Allègre, ancien ministre socialiste du gouvernement de Lionel Jospin, qui a déclaré : «*C'était inutile de faire ça, c'est dangereux. Je ne veux pas me mettre dans la position d'un censeur mais je suis inquiet*». Tel aussi Alain Juppé, ex-Premier ministre, qui a jugé, parlant des caricatures incriminées, qu'*il était irresponsable de les publier*. Tel, enfin, le journaliste politique Jean-Michel Apathie qui a esti-

mé que «*Charlie Hebdo cherche plus à faire parler de lui qu'à défendre la liberté d'expression*». Ce sera l'horrible tuerie, du 7 janvier 2015, qui va donner la mesure des risques que prenait, consciemment ou inconsciemment, la publication. Les tueurs présumés seraient deux frères djihadistes, français «issus de l'immigration», animés par un esprit de vengeance, au nom de la religion. Ils représentent le profil type de la cible visée par les dessins de *l'Hebdo*, qui avaient pour but de faire prendre conscience du ridicule de l'intégrisme. A l'évidence, les jeunes desperados n'ont pas compris le message et s'en sont tenus à leur propre lecture de la chose. Disons qu'ils ont lu au premier degré, celui de l'insulte faite à leur religion. En face, le journal semble donc bien avoir été sur une autre planète sémiologique que les jeunes intégristes des ghettos, appelés banlieues ou quartiers. Il semble bien que les codes utilisés ne soient pas les bons. Ces jeunes qui n'ont pas eu accès aux philosophies iconoclastes, ni à la culture de la France des lumières, ne pouvaient pas, de ce fait, pénétrer la bulle dans laquelle baignait, par exemple, Cabu. Ils ne pouvaient voir que l'atteinte à leur dignité, à travers l'Islam, venant d'un Français, membre de cette société exclusive qui les rejette, qui les agresse dans leur identité. Ils ont été actionnés, sans grand doute, par le réflexe communautaire, exacerbé par une radicalisation religieuse, qui leur a offert un étendard pour porter leur mal-être. N'est-ce pas cette piste qui doit être privilégiée ? Celle qui touche aux causes profondes du mal qui ronge une catégorie de la jeunesse française, laissée pour compte, offerte à tous les aventurismes.

N. R.

A l'extrême sud du pays

Quarante-quatre contrebandiers arrêtés par les éléments de l'ANP

QUARANTE-quatre contrebandiers (42 Tchadiens, un Algérien et un Nigérien) ont été arrêtés durant les deux derniers jours par les éléments de l'ANP à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, indique jeudi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Lors de ces opérations, trois véhicules tout-terrain, un camion, une moto, 18 appareils de détection de métaux, deux marteaux piqueurs, un téléphone satellitaire, six tonnes de denrées alimentaires, une quantité de carburant estimée à 1 200 litres et d'autres objets ont été saisis, ajoute le communiqué. D'autre part, des détachements des forces de l'ANP relevant des secteurs opérationnels de Djanet, In Amenas et El Oued (4^e Région militaire), au cours de différentes opérations menées les 6 et 7 janvier 2015, ont arrêté 8 personnes (3 Algériens et 5 immigrants clandestins de nationalité nigérienne) et saisi une voiture touristique, un véhicule tout-terrain, un pistolet automatique avec chargeur, des téléphones portables, une importante somme d'argent en monnaie nationale, libyenne et nigérienne et plus de 480 litres de carburant destinés à la contrebande. Slim N.

Gaz de schiste

le ministre de l'Énergie veut rassurer la population d'In Salah



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tlemcen

Plus de seize quintaux de kif traité saisis

■ Les garde-frontières, en patrouille pédestre, ont saisi 66 colis contenant 16 quintaux et 1,3 kg de kif traité, lors d'une fouille d'un véhicule immobilisé après des tirs de sommation.

Par Hani T.

Plus de seize quintaux de kif traité ont été saisis par les garde-frontières de Mohamed Salah, dans la wilaya de Tlemcen, a indiqué vendredi la Gendarmerie nationale dans un communiqué. Les garde-frontières, en patrouille

pédestre, ont saisi 66 colis contenant 16 quintaux et 1,3 Kg de kif traité, lors d'une fouille d'un véhicule immobilisé après des tirs de sommation. Le conducteur était contraint d'abandonner le véhicule et rebrousser chemin vers le Maroc, précise-t-on de même

source. Par ailleurs, les garde-frontières ont saisi, au niveau des deux wilayas frontalières, Tlemcen et Tébessa, d'importantes quantités de carburant qui étaient destinées à la contrebande, ajoute la même source.

H. T.

Trafic de drogue à Béjaïa

Un dealer arrêté

UN INDIVIDU originaire de Jijel a été arrêté par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté urbaine du 1^{er} arrondissement la semaine passée. Il s'agit d'une personne qui répondait aux initiales A.D. 51 ans. Lequel est connu des services de sécurité pour ces antécédents judiciaires. Ce dernier a été appréhendé près de l'arrêt de Bus d'El Qods et il avait en sa possession 22,9 g de kif traité. Il a été présenté le 5 du mois en cours devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui l'a placé en détention provisoire pour «*détention de drogue et sa commercialisation*», a-t-on appris auprès de la cellule de communication et de presse de la Sûreté de wilaya. Par ailleurs, les policiers de la même Sûreté ont arrêté aussi l'auteur de la tentative de vol d'une voiture de type Renault 19

stationnée près du domicile de son propriétaire, en l'occurrence. A.M.A. âgé de 47 ans. Le vol a eu lieu la matinée du 31 décembre de l'année écoulée à Sidi M'hamed Amokrane, lorsque son propriétaire a constaté la disparition de sa voiture; il avait aussitôt alerté la police. L'enquête de la police judiciaire a permis de découvrir que la voiture volée par CH.S. âgé de 30 ans, résidant à Béjaïa

est tombée en panne au niveau de la rue Redjadj suite à une coupure de courant survenue dans le système du véhicule, alors qu'il était dans un état d'ébriété. Présenté le 4 du mois courant devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa. Il a été «*placé en détention provisoire pour tentative de vol d'un véhicule*», ajoute la même la source.

H.Cherfa

Akfadou

Une mère de trois enfants se suicide

UNE JEUNE femme de 34 ans a été retrouvée morte, avant-hier, dans son domicile à Aurir dans la commune d'Akfadou. Cette dernière s'est donné la mort par pendaison dans la cuisine. Le corps de la victime a été transporté au CHU de Béjaïa pour une autopsie en vue de déterminer les causes exactes de sa mort. Celle-ci est mariée et mère de trois enfants en bas âge. Une enquête a été ouverte par la brigade de la gendarmerie locale afin de déterminer les circonstances de cet acte qui a mis en émoi la population du village.

H.C.